



ENSEIGNER, ÇA S'APPREND !

La formation des enseignants et leur recrutement sont l'un des leviers essentiels pour transformer l'école en profondeur. C'est ce qu'a bien compris le gouvernement qui met en place une réforme en cohérence avec sa vision libérale de la transformation du système éducatif.

Le gouvernement impose une formation successive : d'abord un master (Bac+5) entrecoupé en deuxième année des épreuves d'admissibilité et d'admission, appauvrissant la formation, suivi immédiatement d'une entrée dans le métier basée sur le compagnonnage.

Il se désengage de la formation professionnelle des enseignants en la renvoyant sur les futurs recrutés qui devront se former principalement hors temps de service. Il prétend recruter des enseignants experts dès la première année en investissant à minima dans leur formation initiale.

En supprimant l'année de stagiaire à l'IUFM et en affectant les lauréats en pleine responsabilité, sur des emplois de titulaires, le gouvernement économise des milliers de postes : le « gain » est estimé à environ 6000 postes à temps plein.

Rentrée 2010 : du « grand n'importe quoi » pour les stagiaires, les étudiant-e-s, les élèves !

Les nouveaux enseignants qui seront reçus aux concours 2010, portant essentiellement sur les connaissances disciplinaires, vont être sur le terrain à la rentrée. Ils ne sont pas encore dans le « système master » mais seront les premiers à en subir les conséquences... Leurs prédécesseurs bénéficiaient d'une année de formation professionnelle en IUFM (PE2 ou PLC2 /PLP2) avec un tiers ou demi-service devant élèves et un tutorat.

Dans le second degré, la plupart des Recteurs ont décidé d'affecter les lauréats des concours à temps plein et ont placé les périodes de formation en dehors du temps de service.

- **Une formation raccourcie d'un an**
- **Un service d'enseignement en pleine responsabilité pour débiter !**
- **1,5 millions d'élèves « cobayes » !**

Dans le premier degré, les stagiaires ne devraient pas être en pleine responsabilité de classe en septembre – octobre, puis devraient être nommés sur des postes de remplaçants.

Dans les deux cas, la formation est pour l'essentiel basée sur un simple compagnonnage.

Ces choix ont des conséquences dramatiques non seulement pour les futurs enseignants, mais aussi pour les élèves, l'organisation des établissements et les possibilités de mutation des personnels titulaires.

Nous sommes tous concernés par ce gâchis !

Avec la mise en œuvre de cette contre-réforme :

- **Les élèves risquent de voir** défiler les enseignants : le lauréat du concours responsable de la classe + le « tuteur » + ceux qui assureront les remplacements pour les « périodes » de formation.
- **Les stagiaires** auront ET à se former ET à assurer un service en pleine responsabilité.
- **Les tuteurs et PEMF** auront une responsabilité importante et peu de moyens, sans que soit suffisamment organisée leur formation de formateur et clarifiée l'attribution de moyens (déplacements, décharge de service...).
- **Les établissements** devront répondre aux contraintes induites par l'affectation de ces profs et CPE sans formation.
- Les possibilités **de mutations** des titulaires seront réduites.
- Les **enseignants titulaires** auront encore moins de formation continue.
- Nombre de **formateurs associés** de l'IUFM sont dans l'incertitude quant à leurs missions. Les **centres départementaux** des IUFM sont menacés.

Casser la formation, c'est dévaloriser notre métier, c'est briser notre identité professionnelle, c'est à coup sûr se priver d'un moyen de lutter contre l'échec scolaire, c'est mettre en cause la formation de tous les jeunes.

C'est quoi la « mastérisation » type Darcos-Chatel-Pécresse?

La réforme de la « mastérisation » mise en place par le gouvernement, couple master et préparation du concours qui reposent sur deux logiques différentes.

Un master dure 2 ans et nécessite un lien avec la recherche.

Une préparation au concours dure un an et est pilotée par la réussite à ce concours qui est disciplinaire (maths, langue vivante, ...), ou qui peut regrouper plusieurs disciplines universitaires (physique-chimie, histoire-géo, ...) ou qui est polyvalent (PE, voire certains PLP).

<i>Formation</i>	<i>Aujourd'hui</i>	<i>La réforme</i>	<i>Commentaire</i>
Bac+ 3	Licence disciplinaire ou pluridisciplinaire.	Licence disciplinaire ou pluridisciplinaire.	
Bac+4	Entrée sur dossier en 1^{ère} année à l'IUFM, Préparation au concours, Stages d'observation et de pratique accompagnée.	Master 1 Stages observation et de pratique accompagnée non obligatoires.	<i>Le type de master proposé entraîne une réduction du volume horaire de formation par rapport à celle, actuelle, des IUFM.</i>
Bac+5	Fonctionnaire -stagiaire IUFM 2^e année , Service allégé (1/3), 2/3 formation IUFM.	Master 2 (mémoire –si prévu dans la maquette-), + prépa concours , Stages en responsabilité 108h maxi (non obligatoires).	<i>Il y a risque que les étudiants de M2 remplacent les fonctionnaires stagiaires lors de leurs « périodes » de formation.</i>
Bac+6	1^{ère} année titulaire (T1) , Compléments de formation.	Fonctionnaire – stagiaire , Nommé en pleine responsabilité avec un tiers de formation.	<i>Dans les faits, et en particulier dans le second degré, le temps de formation est placé hors du temps de service. L'essentiel se fait par compagnonnage !</i>
Au-delà	2^{ème} année de titulaire (T2) , Compléments de formation (peu mis en œuvre faute de moyens).	T1 – pas de formation prévue.	<i>Suppression de toute référence à une formation pendant les années T1 et T2.</i>

Les conséquences de la réforme seront nombreuses :

La suppression de toute référence nationale

Les inégalités territoriales vont être renforcées

Les universités bâtissent les masters sans aucun cadrage national. Le cahier des charges de la formation, pourtant insatisfaisant notamment parce que le cadrage y était insuffisant, est même supprimé dans l'arrêté présenté au CSE (mai 2010) sur la formation des enseignants. Il n'y a même pas obligatoirement de coordination entre toutes les universités d'une même académie. Vu le nombre de candidats aux concours (150 000), cela déstabilise l'ensemble des universités qui sont souvent déjà engagées dans une logique de concurrence avec l'application de la loi « LRU ». Les recteurs font ce qu'ils veulent avec les moyens dont ils disposent. C'est la dérégulation totale. Sans cadrage national la préparation de certains concours risque de disparaître, principalement pour nombre de concours de l'enseignement professionnel.

Des étudiants en difficulté

En difficulté financière pour poursuivre leurs études, en difficulté universitaire pour mener de front études (master avec stages) et concours, mais aussi en difficulté professionnelle dans les établissements scolaires. En effet, le gouvernement proposera des stages en pleine responsabilité en master 2 et risque d'utiliser ainsi les étudiants pour remplacer des fonctionnaires-stagiaires pendant leurs périodes de formation !

L'année de fonctionnaire-stagiaire basée sur le compagnonnage

Le ministère de l'Education nationale, qui au départ ne souhaitait aucune formation post-concours, a concédé l'an dernier – suite aux luttes – un tiers du temps de service consacré à la formation. Aujourd'hui, il refuse que ce temps de formation soit décliné sous forme de décharge hebdomadaire en décomptant le compagnonnage du tiers de temps. Pour lui, l'essentiel de la **formation serait organisé hors du temps de service.**

Une formation post-concours sans l'IUFM, ni l'université

Les IUFM ne sont jamais cités par le gouvernement.

Pour ne pas avoir à donner le tiers de formation, la simple circulaire qui y fait référence minimise volontairement le rôle de l'université dans l'année post-concours et reste évasive sur une partie qui aura lieu hors temps de service. Elle affirme que les formations sont mises en œuvre « *sous l'autorité du recteur avec le concours des corps d'inspection, en s'appuyant sur les écoles et les établissements du second degré et en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur* », dont on ne précise pas que ce sont les universités. La porte est ouverte aux organismes privés !

**Au prétexte d'un allongement de la formation, le gouvernement affirme améliorer les aspects professionnels, c'est faux !
Ensemble, nous pouvons le faire reculer !**

Depuis 18 mois, tous les acteurs concernés demandent l'abandon de la réforme. La pétition

« *La formation est un investissement pour l'avenir* » (<http://www.100000voixpourlaformation.org/>) a dépassé 90 000 signatures, ce qui est exceptionnel pour ce sujet dont le gouvernement se plaît à affirmer qu'il ne mobilise personne ! Atteindre notre objectif de 100 000 voix exige encore un effort dans les jours et semaines qui viennent.

Dans toutes les écoles, tous les établissements scolaires, disons haut et fort : « *Nous souhaitons accueillir et accompagner les stagiaires dans leur prise de fonction, mais comment se porter volontaires dans les conditions imposées par le gouvernement ? Nous exigeons pour les stagiaires un service réduit et une formation digne de ce nom en IUFM (1/3 de service, 2/3 de formation)* ». La charge de tuteur ne relève d'aucune obligation réglementaire et elle ne peut en aucun cas être imposée à quiconque.

La FSU demande une remise à plat sur les bases suivantes :

Pour faire réussir tous les élèves et les faire accéder à une véritable culture commune, une élévation du niveau de qualification des enseignants est nécessaire.

La formation des enseignants est un dossier complexe qui doit être pensé avec l'ensemble des acteurs, en tenant compte des particularités de chaque degré d'enseignement, tout en permettant la construction d'une culture commune. Elle doit déboucher sur une revalorisation de l'ensemble des membres de l'équipe éducative.

- **Un recrutement au même niveau pour tous, afin d'éviter le décrochage 1er degré / second degré /PLP.**
- **Une formation sur 6 années (master + entrée dans le métier) intégrant des éléments préprofessionnalisants dès la licence.**
- **Cette formation doit comporter des stages (observation, pratiques accompagnées, mises en responsabilité progressives).**
- **Des prérecrutements pour assurer la diversité sociale dans nos professions et compenser l'allongement des études d'une année. Cependant, les étudiants doivent pouvoir faire des choix tardifs et opérer des reconversions. Les concours doivent rester ouverts à tous.**
- **Un développement de la recherche en éducation et l'accès à la recherche pour les étudiants en master.**
- **Un développement de la formation de formateurs.**
- **Un cadrage national des masters et de la formation. Les nouveaux masters doivent permettre la poursuite d'études ou une réorientation.**
- **Une année de formation post-concours (année de fonctionnaire-stagiaire) pleine et entière en alternance, ce qui suppose un service d'enseignement réduit de 2/3.**
- **Des décharges pour les « tuteurs » dans les établissements et les maîtres-formateurs du premier degré.**
- **Le maintien et la rénovation des IUFM qui doivent piloter et coordonner la formation des enseignants au niveau d'une académie.**
- **Le maintien du potentiel de formation et des équipes pluri-catégorielles de formateurs.**
- **La mise en place d'une carte des formations garantissant le maintien des sites de formation et la préparation effectives de tous les concours.**
- **Le développement de la formation continue avec des possibilités de formation qualifiante dans une perspective de formation tout au long de la vie.**

Des modèles de pétitions ou de lettres au recteur sont disponibles dans les sections départementales FSU ou sur les sites des syndicats. N'hésitez pas à les utiliser !